

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Bush-envoie-des-soldats-a-la-frontiere-mexicaine>

Bush envoie des soldats à la frontière mexicaine

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : lundi 15 mai 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le président américain George W. Bush a annoncé lundi soir l'envoi de 6.000 soldats de la Garde nationale à la frontière mexicaine pour soutenir la lutte contre le flux d'immigrants clandestins.

Par Laurent Lozano

Agence France-Presse. Washington. Le lundi 15 mai 2006

« Malgré les progrès » accomplis depuis qu'il est président, « nous n'avons pas encore un contrôle total de la frontière et je suis déterminé à changer cela », a déclaré M. Bush dans sa première allocution télévisée à la Nation sur une question de politique intérieure depuis sa prise de fonctions.

M. Bush a aussi demandé au Congrès de voter les fonds pour accroître de manière « significative » les moyens en hommes et en matériel à la frontière, ainsi que les capacités des centres de détention de clandestins.

M. Bush entendait donner des gages aux membres de sa majorité républicaine les plus rigides sur l'immigration afin de faire accepter les aspects plus libéraux d'une réforme.

En dépit de la controverse qu'il suscite, il a ainsi de nouveau plaidé pour l'adoption d'un programme de régularisation temporaire d'une partie des 11 ou 12 millions de clandestins vivant déjà aux États-Unis.

Il a exalté « la grande tradition américaine du melting pot », et assuré que l'Amérique pouvait « être à la fois une société réglée par la loi et une société accueillante ».

M. Bush a expliqué que les 6.000 membres de la Garde nationale, une armée largement dévouée aux missions intérieures, ne participeraient pas directement à la traque des clandestins.

Ils assisteront les garde-frontières à des tâches comme la surveillance, l'analyse du renseignement ou la construction de barrières, le temps que les effectifs des garde-frontières soient eux-mêmes augmentés de 6.000, d'ici à fin 2008, pour passer à 18.000, le double d'il y a cinq ans, a indiqué M. Bush.

Le déploiement des Gardes nationaux devrait commencer début juin, a dit à la presse Fran Townsend, assistante du président pour l'Intérieur.

La deuxième année, à mesure que les effectifs des garde-frontières grossiront, le nombre de Gardes nationaux ne devrait pas excéder 3.000, a-t-elle dit.

Répondant aux inquiétudes de son homologue mexicain Vicente Fox, M. Bush a assuré qu'il ne s'agissait pas de « militariser » les 3.000 km de frontière commune, par où transitent la plupart des clandestins.

M. Bush a aussi affirmé sa volonté de faire du contrôle de cette frontière le plus avancé quant aux technologies mises en oeuvre : détecteurs de mouvements, caméras à infrarouge, drones etc.

Il a assuré que son administration, avec de nouveaux moyens, allait mettre fin à la pratique selon laquelle des clandestins non-mexicains sont relâchés avec une convocation, faute de capacités de détention, et ne réapparaissent jamais.

Joel Kaplan, chef de cabinet adjoint de M. Bush, a indiqué que l'administration comptait utiliser, pour financer ces mesures, 1,9 milliard de dollars inscrits dans un collectif budgétaire actuellement pendant au Congrès.

M. Bush s'exprimait à un moment qu'il a lui-même qualifié de « moment de décision ».

Le Congrès, à commencer par la majorité républicaine du président, est profondément et dangereusement divisé, à six mois des élections parlementaires, par le débat sur l'immigration. Le débat partage les partisans d'une politique exclusivement répressive et ceux qui estiment qu'un contrôle rigoureux doit être associé à un programme de régularisation.

Un tel programme fournirait aux patrons la main d'oeuvre dont ils ont besoin et réduirait les trafics, a argumenté M. Bush lundi.

Cependant, une telle régularisation ne revient pas à une « amnistie » et ne doit pas « ouvrir automatiquement la voie » à la citoyenneté américaine, a répété M. Bush pour rassurer les plus conservateurs.

Pour obtenir leur régularisation, les immigrants devraient payer une amende « significative », acquitter leurs impôts, apprendre l'anglais et avoir un travail pendant plusieurs années, a-t-il dit. Après seulement, ils pourraient demander à devenir Américains.